

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20240830-10476-DE-1-1  
Date de télétransmission : 10/09/2024  
Date de réception préfecture : 10/09/2024

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**  
Directeur général



**Pas de Calais Habitat**  
4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 30 AOÛT 2024**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH,  
Madame DUHEN, Monsieur MALFAIT, Monsieur MELLICK, Madame  
ROSSIGNOL.

ARRAS Convention de réservation de logements au titre du contingent  
communautaire pour 2024-2026 entre Pas-de-Calais habitat et la  
Communauté Urbaine d'Arras

---

Direction du territoire d'Arras  
Rapporteur : Mme [REDACTED]

---

#### **I - CONTEXTE**

Sur les territoires concernés par la réforme des attributions mise en place par la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, une convention de réservation de logements au titre du contingent communautaire doit être établie entre la Communauté Urbaine d'Arras et chacun des bailleurs sociaux du territoire dont Pas-de-Calais habitat fait partie.

Cette convention de réservation est cohérente avec les orientations et les engagements souscrits par les bailleurs et les réservataires (Etat, EPCI, Action Logement) définis lors de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et déclinés dans la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA).

Elle doit également être compatible avec l'objectif légal d'attribution en faveur des publics prioritaires.

En 2016, La Communauté Urbaine d'Arras, via la Conférence Intercommunale du Logement et de ses signataires, a adapté une stratégie d'équilibre solidaire de l'habitat.

Quatre objectifs ont été précisés :

- Définir une stratégie d'attribution qui concilie les priorités réglementaires et les priorités locales dans un cadre concerté et négocié entre les partenaires ;
- Installer une solidarité intercommunale et inter bailleurs pour réduire les écarts observés entre quartiers QPV et quartiers hors QPV et entre communes ;
- Mettre en place un cadre partagé pour la gestion de la demande de logement ;
- Traiter les situations complexes et bloquées.

## **II – OBJET DE LA CONVENTION**

Cette convention a pour but de définir les modalités de mobilisation, de gestion et de suivi en flux des réservations de logements sociaux du contingent de la Communauté Urbaine d'Arras avec l'Office.

La part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20% du flux annuel du parc locatif social, hors mutation relogement ANRU, relogement vente, suite interdiction d'habiter.

## **III – DUREE DE LA CONVENTION**

La convention est établie pour trois ans.

Son renouvellement sera étudié au terme de la période.

## **IV – PRINCIPES GENERAUX DE MOBILISATION DU CONTINGENT COMMUNAUTAIRE DE RESERVICATION**

Cette convention s'articule autour de plusieurs principes généraux :

- Le réservataire délègue ses droits de réservation aux communes de son territoire conformément à la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA). Les propositions des candidatures émaneront donc directement des communes ou de l'EPCI, en concertation avec la commune concernée.
- La convention concerne le logement dit ordinaire à l'exclusion des logements accompagnés type résidence sociale. Elle s'applique au programme neuf identifié dans les conventions APL.
- Son volume annuel sera déterminé chaque premier trimestre sur base du Répertoire Physique des Logements Sociaux (RPLS) à réception des données chiffrées transmises par l'Etat. L'objectif annuel ainsi fixé à l'Office correspondra à 20% des logements libérés ou mis en service sur son patrimoine conventionné.

Les modalités de mise en œuvre sont décrites dans la convention et précisent ainsi

l'organisation :

- De la préparation et du déroulement de la CALEOL,
- Du processus établi dans le cadre de la mise en service d'un programme neuf et en cas de libération de logement,
- Des moyens d'accompagnement social adapté mobilisables par le bailleur.

## **V – PRIORITES COMMUNAUTAIRES**

Chaque demandeur de logement social peut-être positionné au titre du contingent communautaire.

Néanmoins, le réservataire, à travers ses documents cadre et la cotation votée en Conférence Intercommunale du Logement (CIL), est particulièrement attentif à un certain nombre de publics :

- Les seniors à faibles ressources ;
- Les salariés des entreprises locales dans une logique de rapprochement domicile-travail ;
- Les grandes familles (3 enfants et plus) ;
- Les personnes en rupture conjugale et hébergées à titre précaire ;
- Les ménages issus des relogements ANRU ;
- Les sortants de structure d'hébergement du territoire.

## **VI - OBJECTIFS ET BILANS ANNUELS**

Ainsi, l'objectif d'attributions au titre du contingent communautaire, délégué aux communes pour l'année 2024 est de 96 logements.

Un bilan annuel des attributions sera dressé à l'occasion de la Conférence Intercommunale du Logement et fera figurer :

- Le nombre d'attributions au titre du contingent communautaire par commune ;
- Le nombre de refus ;
- Le nombre de ménages attributaires au titre de la «contribution solidaire ».

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ approuvent la contractualisation entre Pas-de-Calais habitat et La Communauté Urbaine d'Arras relative à la convention de réservation de logements au titre du contingent communautaire 2024-2026.
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à signer tout document relatif à cette affaire et à fixer définitivement les clauses, charges et conditions.

**Monsieur Alexandre MALFAIT n'ayant pas participé aux débats et aux votes.**

Décision adoptée à l'unanimité

# **CONVENTION DE RESERVATION DE LOGEMENTS AU TITRE DU CONTINGENT COMMUNAUTAIRE**

**Pour la période 2024/2026**

**Entre Pas-de-Calais Habitat  
et la Communauté Urbaine D'Arras**

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), et notamment son article L. 441-1 ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

Vu la loi n°2022-127 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS) ;

Vu le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu les principes directeurs retenus en matière de stratégie de peuplement par la Conférence Intercommunale du Logement réunie lors de sa séance en date du 25 novembre 2016 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat 2019-2025 ;

Vu la convention intercommunale d'attribution signée le 04 octobre 2019 ;

Vu la délibération du Conseil de la Communauté Urbaine d'Arras en date du 16 décembre 2021 actant la politique d'aides communautaires aux bailleurs sociaux en faveur du logement aidé et le principe du contingent communautaire ;

Vu le Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) du Pas-de-Calais 2022-2027 ;

Vu la délibération du conseil de Communauté du 09 novembre 2023 ;

Entre

**La Communauté Urbaine d'ARRAS** dont le siège social est situé à la Citadelle, 146 Allée du Bastion de la Reine, CS 10345, 62026 ARRAS CEDEX, représentée par son Vice-Président en exercice, Monsieur [REDACTED],

ci-après désignée par les termes « le réservataire »

*d'une part,*

Et

**Le bailleur Pas-de-Calais Habitat** dont le siège social est situé au 4 avenue des droits de l'homme, CS 20926, 62000 ARRAS., représenté par son Directeur général en exercice, Monsieur Bruno FONTALIRAND,

ci-après désigné par les termes « **le bailleur** »

*d'autre part,*

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE :

Sur les territoires concernés par la réforme des attributions mise en place par la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, une convention de réservation de logements au titre du contingent communautaire doit être établie entre la Communauté Urbaine d'Arras et chacun des bailleurs sociaux du territoire.

Cette convention de réservation doit être cohérente avec les orientations et les engagements souscrits par les bailleurs et les réservataires (État, EPCI, Action Logement) définis lors de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et déclinés dans la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA).

Elle doit également être compatible avec l'objectif légal d'attribution en faveur des publics prioritaires (article L. 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, al. 3 à 18).

La Communauté Urbaine d'Arras a adopté en 2016, via sa Conférence Intercommunale du Logement, une stratégie d'équilibre solidaire de l'habitat.

Quatre objectifs ont été précisés :

- Définir une stratégie d'attribution qui concilie les priorités réglementaires et les priorités locales dans un cadre concerté et négocié entre les partenaires ;
- Installer une solidarité intercommunale et inter bailleurs pour réduire les écarts observés entre quartiers QPV et quartiers hors QPV et entre communes ;
- Mettre en place un cadre partagé pour la gestion de la demande de logement ;
- Traiter les situations complexes et bloquées

La loi ELAN du 23 novembre 2018 (art. 114) modifie les modalités de gestion des droits de réservation des logements locatifs sociaux et généralise une gestion de ces droits en flux annuel par les réservataires (État, EPCI, Action Logement).

Le décret du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux détermine ainsi les modalités de mise en œuvre de ce mode de gestion en flux.

Il fixe les modalités de calcul du flux annuel, prévoit qu'une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département et détermine les conditions dans lesquelles l'organisme bailleur transmet un bilan annuel des logements proposés et attribués aux réservataires.

La loi « 3DS » fixe quant à elle au 24 novembre 2023 l'échéance de signature de cette convention.

Un bilan annuel des réservations aura lieu lors de la Conférence Intercommunale du Logement.

Compte tenu de ce qui précède, il convient de conclure, au titre du contingent communautaire, la présente convention.

### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour but de définir les modalités de mobilisation, de gestion et de suivi du contingent communautaire de réservation.

Ainsi, en application des articles R.441-5-3 et R.441-5-4 du CCH, lorsque le bénéficiaire des réservations de logements locatifs sociaux est un établissement public de coopération intercommunal (EPCI), la convention de réservation porte sur le patrimoine locatif social du bailleur situé sur son territoire.

La part des logements réservés dans le cadre de la convention en contrepartie de l'octroi de la garantie financière des emprunts par les réservataires ne peut représenter globalement plus de 20 % du flux annuel sur leur territoire.

### **ARTICLE 2 : Durée de la convention**

La convention est établie pour trois ans, étant précisé que la mise en œuvre effective de la gestion en flux débutera au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Elle fera l'objet d'une évaluation annuelle, dont les objectifs fixés annuellement seront revus en fonction du nombre de logements identifiés par le bailleur et servant au calcul de ces objectifs.

Le réservataire transmettra au plus tard le 31 mars de chaque année le nombre d'attributions à effectuer au titre du contingent communautaire.

Le renouvellement de la présente convention sera étudié à la fin de cette période de 3 ans.

### **ARTICLE 3 : Principes généraux de mobilisation du contingent communautaire de réservation**

Conformément à la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA), le réservataire délègue ses droits de réservation aux communes de son territoire.

Les propositions des candidatures émaneront donc directement des communes ou de l'EPCI, en concertation avec la commune concernée.

Contingent communautaire et contingent communal ne forment qu'une seule entité.

Les candidatures seront transmises au bailleur après réception des avis de libération des logements.

Dans le cadre d'un programme neuf, une procédure spécifique s'applique telle que décrite à l'article 8 de la présente convention.

Les droits de réservation de l'EPCI sont mobilisés sur des logements identifiés dans les conventions type dites « Convention APL », conclues en application de l'article L.351- 2 du CCH et l'organisme HLM.

La présente convention concerne les modalités de gestion du contingent communautaire pour le logement dit ordinaire. Elle ne concerne pas les logements accompagnés type résidence sociale.

Le contingent « collectivité » représente selon la Loi Elan une part de 20 % en contrepartie de l'octroi de garantie financière des emprunts.

La CUA délègue aux maires la mise en œuvre de son contingent en leur qualité d'acteurs de proximité et de membres prépondérants de la Commission d'Attribution Logement.

Le contingent communautaire est délégué aux communes, à charge pour les maires de mettre en œuvre les engagements quantitatifs et qualitatifs de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : Principe de détermination du volume annuel du contingent communautaire**

Le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux précise que :

*« Les réservations prévues à la convention portent sur un flux annuel de logements exprimé en pourcentage sur le patrimoine locatif social du bailleur, à l'exception de celles faites au profit des services relevant de la défense nationale ou de la sécurité intérieure portant sur des logements identifiés dans des programmes ».*

Au cours du premier trimestre de chaque année, et à réception des données chiffrées sur les logements locatifs du bailleur transmises par les services de l'État, le réservataire et le bailleur s'accordent sur le nombre de logements sur lequel est ouvert un droit de réservation. Le parc de référence est celui résultant de la dernière base Répertoire Physique des Logements Sociaux disponible (PLAI, PLUS, PLS).

La gestion en flux consiste à fixer au bailleur un objectif annuel de relogement correspondant à un pourcentage maximum de 20% des logements libérés ou mis en service sur son patrimoine conventionné.

Ce patrimoine est composé des logements :

- conventionnés, œuvre en droit à l'Aide Personnalisée au Logement (APL) et des logements sociaux, relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs social ;
- non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'EPCI ;

- appartenant aux organismes d'habitation à loyer modéré ou gérés par ceux-ci. Pour les sociétés d'économie mixte agréées en vue d'exercer une activité de construction et de gestion de LLS, seuls les logements conventionnés ouvrant droit à l'APL seront pris en compte.

Les parties conviennent de considérer, pour la durée de la Convention, que les droits de réservation seront calculés chaque année de la façon suivante :

Flux annuel sur le territoire CUA = 20% x (logements mis en location-logements exclus du flux)\*

\* les exclusions de l'assiette de référence pour le calcul du flux annuel sont :

- les mutations au sein du patrimoine de l'organisme ;
- les relogements dans le cadre d'une opération de rénovation urbaine ou de renouvellement urbain ;
- les relogements en cas d'interdiction d'habiter dans les bâtiments insalubres ;
- les relogements en cas d'opérations de vente.

Les réservations s'exercent dès la première mise en location des logements et au fur et à mesure qu'ils se libèrent.

#### **ARTICLE 5 : Priorités communautaires et contingent préfectoral**

Chaque demandeur de logement social peut être positionné au titre du contingent communautaire.

Néanmoins, le réservataire, à travers ses documents cadre et la cotation votée en Conférence Intercommunale du Logement (CIL), est particulièrement attentif à un certain nombre de publics :

- les seniors à faibles ressources (40% du plafond PLUS) ;
- les salariés des entreprises locales dans une logique de rapprochement domicile-travail ;
- les grandes familles (3 enfants et plus) ;
- les personnes en rupture conjugale et hébergées à titre précaire ;
- les ménages issus des relogements ANRU ;
- les sortants de structure d'hébergement du territoire.

De plus, comme mentionné à l'article. R. 441-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), les termes de la convention de réservation permettent au réservataire d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur des personnes mentionnées aux troisième à dix-neuvième alinéas de l'article L. 441-1, à savoir le relogement des ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO ou, à défaut, aux catégories de publics prioritaires définis à l'article L.441-1.

Ainsi, au moins un quart des attributions annuelles des logements réservés par l'EPCI, est destiné à ces publics.

Cette part d'attributions aux publics reconnus prioritaires est intitulée « contribution solidaire » dans la Convention Intercommunale d'Attributions.



Le principe est donc de calculer cette contribution solidaire sur l'ensemble des attributions en retirant la part déjà réservée au contingent préfectoral.

#### **ARTICLE 6 : Préparation des Commissions d'attribution Logement et d'Examen d'Occupation des Logements (CALEOL)**

Les maires et les services communaux sont les acteurs de proximité et sont les premiers à être interpellés en cas de difficultés. Ils connaissent leur parc de logements, leurs habitants et les quartiers qui composent leur commune.

Il est donc essentiel de porter une attention renforcée au repérage des ménages en amont des attributions, d'autant que la Loi ELAN redonne au maire une voix prépondérante dans la commission d'attribution des logements en cas d'égalité des voix.

Le repérage des candidats en amont des commissions d'attribution des logements est donc un temps clé dans le process d'attribution. L'ensemble des acteurs s'engagent à proposer des candidats en adéquation à la fois avec les objectifs partagés définis dans le document cadre de la Conférence Intercommunale du Logement et dans le cadre réglementaire, ainsi qu'à mobiliser les accompagnements nécessaires.

Les principes suivants devront être partagés :

- envisager l'accès au logement ou le relogement comme un parcours résidentiel ascendant qui tient compte des souhaits et de la capacité du ménage et de l'offre de services de la commune accueillante, eu égard aux besoins du ménage ;
- assurer une communication claire et efficace entre les acteurs, sur le profil et les difficultés du ménage à intégrer au processus de relogement ;
- assurer un travail d'accompagnement adapté et dans la durée si nécessaire et ne pas écarter le possible retour en arrière en cas d'échec notamment dans le cadre du logement d'abord ;
- travailler dans une logique de solidarité inter-bailleurs et inter-communale.

#### **ARTICLE 7 : Déroulement des Commissions d'attribution Logement et d'Examen d'Occupation des Logements (CALEOL)**

La Communauté Urbaine d'Arras et les communes concernées sont destinataires :

- d'un calendrier annuel des dates de CALEOL ;
- de l'ordre du jour des CALEOL au plus tard 48h avant leur tenue ;
- du procès-verbal des décisions prises par la CALEOL dans les 10 jours ouvrés suivant sa tenue.

Par ailleurs, la CUA a désigné des élus communautaires pour siéger au sein des CAL conformément à la Loi dite Egalité et Citoyenneté.

Les élus communautaires désignés au sein des CAL ont pour mission :

- d'accompagner les maires à la compréhension de la stratégie d'attribution ;

- de préparer en coordination avec les maires les candidatures au relogement ;
- de garantir le respect des orientations de la CIL et des objectifs de la CIA.

### **ARTICLE 8 : Processus établi dans le cadre de la mise en service d'un programme neuf**

Le bailleur informe l'Etat et l'EPCI des mises en service au moins 4 mois avant la date prévue de livraison du programme, en vue de l'organisation d'une concertation sur le futur peuplement.

Il sera recherché une concertation préalable entre le bailleur, les services de l'Etat, les autres réservataires, la commune et l'EPCI afin de déterminer la part de logements proposés aux ménages prioritaires du contingent préfectoral mais aussi des autres réservataires. Le non contingentement d'un programme neuf à hauteur de 30 % devra être justifié auprès de la Préfecture (stratégie de peuplement, absence de ménages prioritaires intéressés par le bien, localisation...).

Pour le contingent préfectoral, le bailleur, par délégation de l'Etat, sélectionne avec la commune et l'EPCI des ménages prioritaires en se concentrant sur la liste SYPLO par ordre de priorité décroissante avec un regard particulier sur les priorités Logement d'Abord (LDA), et en tenant compte de l'ancienneté de la demande. Les réservataires croisent leurs propositions jusqu'à stabilisation.

L'EPCI veillera à la pré validation avec le référent Préfecture sur les contingents préfectoraux. Le process doit veiller à respecter le cadre concerté et négocié des attributions qui vise à soutenir les maires dans leur souhait de garantir les équilibres de peuplement sur leur commune et dans leurs quartiers. Cette démarche vise à faciliter l'intégration du ménage dans la commune et prendre en considération ses besoins d'insertion ou d'accompagnement.

### **ARTICLE 9 : Processus établi en cas de libération d'un logement**

Le bailleur informe l'Etat, l'EPCI, la commune et l'ensemble des autres réservataires de la libération de logement (s) en leur fixant un délai au regard du préavis (1 mois) pour proposer un ou des candidats. Le bailleur pourra proposer au regard de l'historique des entrées et sorties sur la résidence et de son occupation sociale un contingent éventuel. Le bailleur dégage un consensus sur les candidats à présenter.

### **ARTICLE 10 : Moyens d'accompagnement mobilisables**

Dans le cas où la mise en place d'un accompagnement social adapté ou une aide à l'accès au logement est nécessaire, l'organisme bailleur oriente ou accompagne le candidat retenu vers les dispositifs de droit commun existants.

Le réservataire, étant territoire de mise en œuvre accélérée du Logement D'Abord, a mis en place des outils spécifiques permettant d'accompagner les relogements les plus complexes. Les attributaires placés sur son contingent pourront donc être bénéficiaires des accompagnements déployés dans le cadre du Logement D'Abord (accompagnement par le service AVRIL par exemple), dans une logique de risque partagé.

## **ARTICLE 11 : Bilan annuel**

Un bilan annuel des attributions sera dressé à l'occasion de la Conférence Intercommunale du Logement.

Le bailleur s'engage, dès la première demande, à fournir les chiffres des attributions relatives au contingent communautaire du réservataire lorsque celui-ci en fera la demande.

Ce bilan fera figurer :

- le nombre d'attributions au titre du contingent communautaire par commune ;
- le nombre de refus ;
- le nombre de ménages attributaires au titre de la « contribution solidaire » (telle que mentionnée dans l'article 5).

## **ARTICLE 12 : Non-respect des obligations par le bailleur**

La méconnaissance des règles d'attribution et d'affectation des logements prévues dans une convention de réservation relative aux réservations dont bénéficie le réservataire est passible de sanctions pécuniaires (CCH : L.342-14, I, 1<sup>o</sup>a).

Fait à ARRAS, le

Le Directeur Général

Le Vice-Président  
de la Communauté Urbaine d'Arras

**Bruno FONTALIRAND**



ANNEXE 1 : tableau synthétique des différents contingents et des priorités afférentes

ANNEXE 2 : objectifs d'attributions au titre du contingent communautaire, délégué aux communes, pour l'année 2024

**ANNEXE 1 : TABLEAU SYNTHETIQUE DES DIFFERENTS CONTINGENTS ET DES PRIORITES AFFERENTES**

	<b>Contingent préfectoral (inscrit dans la convention de réservation)</b>	<b>Contribution des réservataires, bailleurs, action logement et collectivités territoriales</b>	<b>L'accueil des ménages à bas revenu (1<sup>er</sup> quartile) hors des Quartiers prioritaires de la politique de la ville</b>	<b>La Mixité sociale dans les QPV 50% des 2,3, et 4<sup>ème</sup> quartile en QPV</b>	<b>Contingent de la collectivité</b>	<b>Part bailleur</b>	<b>Action logement</b>
<b>Public</b>	<b>L441-1 du CCH inscrits sur SYPLO avec priorité aux sortants d'hébergement dont réfugiés (publics logement d'abord)</b>	<b>L441-1 du CCH SYPLO ou SNE (salariés ou demandeurs d'emploi pour Action Logement)</b>	<b>Demandeurs du 1<sup>er</sup> quartile</b>	<b>Demandeurs des 2,3 et 4 quartiles</b>	<b>Priorités communautaires</b> -Les séniors à faibles ressources (40% du plafond plus) - Les salariés des entreprises locales assujetties ou pas au 1%, dans une logique de rapprochement domicile-travail - Les grandes familles (3 enfants et plus) - Les personnes en rupture conjugale et hébergées à titre précaire - Les ménages issus des relogements ANRU -Les sortants de structure d'hébergement du territoire	<b>Tout demandeur</b>	<b>Salariés Jeunes en formation ou parcours d'insertion, demandeurs d'emploi ...</b>
<b>Modalités de calcul</b>	<b>30% x (logement mis en location – logements exclus du flux)</b>	<b>25% des attributions mutations comprises n-1 x 25%</b>	<b>25% des attributions annuelles hors QPV</b>	<b>50% des attributions en QPV</b>	<b>20% de droits de réservation lié à la garantie des emprunts</b>	<b>Les logements non réservés</b>	<b>Solde du quota réservataire (variable selon les opérations) après déduction des contributions</b>

**ANNEXE 2 : objectifs d'attributions au titre du contingent communautaire, délégué aux communes, pour l'année 2024**

Bailleurs	Nombre de logements Mise en location* 1	dont 1ères mises en location (livraisons) (pour info)	Mutations internes (hors NPNRU) 2	Relogements NPNRU internes 3	Relogements LHI 4	Relogements ventes 5	Assiette de référence 1– (2+3+4+5)	Contingent Préfectoral 30 %	CONTINGENT EPCI
OPH PAS DE CALAIS HABITAT	677	0	180	10	5	1	481	144	96